

Chers Camarades,

En m'exprimant au nom de *Solidaires* et avant de parler de la Fonction Publique et des ses agents, je tiens à exprimer notre soutien indéfectible à toutes celles et tous ceux qui subissent ce qu'il faut bien appeler **une répression syndicale et sociale**.

Nous pensons bien sûr à nos camarades de Good-Year, condamnés à 9 mois de prison ferme pour la défense de leur outil de travail et de leur vie. Ils doivent d'autant plus être lavés de toute accusation que toutes les plaintes, avaient été retirées par leurs employeurs qui avaient... peut-être..., au contraire du parquet, mesuré la violence de leurs décisions économiques et sociales.

Nous pensons à ce camarade représentant les Intermittents et Précaires, qui, mercredi matin, est convoqué pour une confrontation avec des plaignants de Pôle Emploi manipulés par leur direction dans le cadre d'une plainte pour violences imaginaires lors de l'envahissement d'une agence.

Et nous pourrions multiplier les exemples locaux et nationaux de cette répression, masquée ou à visage découvert, exercée par les pouvoirs publics et privés sur les syndicats et leurs militants qui n'acceptent pas de « rentrer dans le rang ».

C'est aussi contre ces mêmes forces vives et au delà des syndicats, contre des associations, des collectifs, des partis, des citoyen-ne-s que **l'état d'urgence** a imposé et compte imposer la loi du silence au prétexte d'une sécurité qu'il dédaigne d'imposer, par exemple, aux manifestations sportives ou commerciales.

Nous avons compris la situation des premiers jours qui ont suivi les infâmes attentats de Paris en novembre et qui ont conduit à l'instauration de l'état d'urgence. Mais aujourd'hui, ce sont nos libertés fondamentales qui sont en jeu et nous ne pouvons, nous ne devons, pas les brader.

Dans ces deux cas *Solidaires Haute-Garonne* vous appelle à manifester, en toutes occasions :

- votre soutien à toutes celles et ceux qui sont abusivement accusés ou condamnés ;
- votre refus du prolongement de l'état d'urgence mais aussi de l'introduction dans la constitution de **la déchéance de la nationalité** ?

J'en viens à la Fonction Publique, Camarades, mais soyons persuadés que **ces questions ont toute leur place dans une manifestation des agents des 3 fonctions publiques**, même si elles n'en occultent pas les revendications. Parce que si nous acceptons que le mouvement social soit bâillonné, verrouillé, notre quotidien de fonctionnaires au service de toutes les populations, sera toujours plus orienté vers un carcan sécuritaire pour les uns et la libre concurrence pour les autres. Et nos libertés, chèrement gagnées et durement défendues, seront d'autant plus mises à mal que, justement, nous sommes des fonctionnaires.

Nous ne devons pas l'accepter.

C'est ce que partagent les organisations syndicales qui aujourd'hui appellent à cette grève et cette manifestation et ce sont les mêmes que le gouvernement veut faire taire. Celles qui n'ont de cesse de dénoncer et combattre :

- la réforme territoriale et les autres pièces du meccano administratif de **l'État**
- les réformes de la santé et l'abandon des personnels **hospitaliers**
- la réforme des **collectivités territoriales** et la culpabilité portée sur leurs agents

Oui nous devons dénoncer et combattre toutes ces réformes. Parce que, de l'éducation nationale aux démarches et plans stratégiques des administrations en passant par les lois sur la santé et le

démantèlement des collectivités territoriales il faut bien voir autant de pièces d'un puzzle dessiné et découpé par les lobbies économiques et financiers et les instances européennes avec, au crayon et au ciseau, nos gouvernements successifs.

Ce sont les mêmes qui nous confrontent chaque jour un peu plus, avec les populations, à une **austérité** qui conduit :

- au désengagement de l'État
- à la recherche effrénée et aveugle d'économies
- à l'abandon de pans entiers de missions et de territoires
- aux privatisations ou partenariats publics/privés au bénéfice unilatéral et douteux

Les conséquences de cette politique sont dramatiques :

- la cohésion sociale et les territoires sont mis à mal
- les victimes en sont les usagers et les agents des 3 Fonctions Publiques

Et parmi ceux-ci, ce sont bien les plus fragiles qui sont les plus touchés :

- les territoires les plus excentrés comme le Comminges
- les usagers et notamment celles et ceux de ces territoires oubliés
- les agents qui subissent, à titre personnel et professionnel, toutes les conséquences de ces réformes.

Nous ne devons pas l'accepter.

Quant à l'**emploi** public, avec toutes les variantes selon les administrations et missions, il est un enjeu majeur pour celles et ceux qui considèrent qu'il n'y a pas de salut en dehors de la concurrence libre et sauvage et n'ont de cesse de fustiger le nombre et les statuts des fonctionnaires. Que croyez-vous qu'ils poursuivent comme but si ce n'est de conquérir des marchés, monopoliser des pans entiers de service public au moindre coût et pour leur plus grand profit comme en témoigne à Toulouse la vente de l'exploitation de l'**aéroport** de Blagnac.

Nous ne devons pas l'accepter.

Que croyez-vous que cherche le gouvernement avec le pseudo accord scélérat **PPCR** (Parcours Professionnel Carrières et Rémunérations) ? Il veut passer en force, au mépris de nos organisations pourtant majoritaires qui ont refusé de le signer parce qu'il déstructure la Fonction Publique de carrière qui a, jusque là, préservé les valeurs fondamentales du service public républicain que nos prédécesseurs ont imposées et que nous n'avons de cesse de défendre.

Là encore, le gouvernement cède à toutes les sirènes néolibérales. Et nous devons faire le parallèle entre les attaques répétées contre **le statut** des fonctionnaires et la casse programmée du **Code du Travail**, en témoignent les conclusions de la commission Badinter dans un rapport qui tient en 12 pages et raye 100 ans d'histoire et de luttes.

C'est la même logique de destruction des sécurités pour les uns et de limitation des contraintes pour les autres qui prévaut. Elle nous conduit, et les populations avec nous, dans le mur de la précarité et de l'injustice.

Nous ne devons pas l'accepter.

Dans ce contexte, avec des lois de finances et de financement de la sécurité sociale marquées du sceau de l'austérité et des collectivités territoriales asphyxiées budgétairement, que pouvons nous espérer d'une **pseudo négociation salariale** promise au mois de février prochain ? Rien ou juste de quoi, pour le gouvernement, construire une communication bienveillante ou culpabilisante, à un an de son objectif essentiel : 2017.

Rappelons aujourd'hui quelques réalités :

- 2015 aura été la 5ème année consécutive de gel du traitement des fonctionnaires à tel point que l'INSEE constate une baisse continue du pouvoir d'achat jamais vue depuis 1945 !

Pour une bonne part de fonctionnaires c'est depuis plusieurs années de pertes de salaires qu'il faut parler et même plus de pouvoir d'achat.

- les frais professionnels ne sont pas revalorisés depuis 2001 pour les frais de déménagement, depuis 2006 pour les frais de repas et les indemnités de stage et 2008 pour les indemnités kilométriques.
- l'agglomération Toulousaine, l'une des plus peuplées du pays, reste toujours injustement ignorée de l'indemnité de résidence.

Nous ne devons pas l'accepter.

Enfin, et nous devons là aussi faire le parallèle avec la situation dans le privé, Valls déclarait ce lundi, toujours dans le cadre de la présentation du rapport Badinter : « *la dérogation à la durée du **temps de Travail** n'est plus une transgression* ». Et comme depuis toujours ou presque, les fonctionnaires sont accusés de ne jamais assez travailler, de multiplier les absences et les vacances, c'est à coup sûr une des prochaines « transgressions » que nous prépare ce gouvernement.

Nous ne devons pas l'accepter.

Au final, ce sont nos **conditions de vie au Travail mais aussi personnelles** qui sont chaque jour un peu plus mises à mal comme en témoignent les tensions dans les services, les personnels en burn-out et, malheureusement, parfois les suicides.

Nous ne devons pas l'accepter.

Chers camarades ce que je viens de décrire en prenant la parole au nom de *Solidaires* c'est notre quotidien de fonctionnaires et c'est le sombre avenir qu'on nous promet. **Nous ne l'acceptons pas, ce sont là les raisons de nos combats d'hier, d'aujourd'hui et de demain.**

Nous devons mener ces combats pour défendre notre cause parce qu'elle est juste et légitime et que loin d'être tournée vers le passé elle est d'autant plus porteuse d'avenir que toutes les protections collectives sont attaquées de toutes parts.

Mais nous devons aussi mener ces combats pour toutes celles et ceux des entreprises publiques et privées qui nous regardent et attendent beaucoup de nos luttes.

Nous devons enfin les mener pour les populations que nous avons choisi de servir, chacune et chacun dans nos secteurs, au nom d'idéaux que nous n'avons pas le droit d'abandonner.

C'est ce qui fait notre fierté d'être des agents publics et c'est ce qui doit forger nos convictions et faire notre force.

Nous le démontrons aujourd'hui mais cela ne suffira pas.

Ces combats nous devons les poursuivre et les amplifier dans les jours et semaines qui viennent dans tous les services publics. *Solidaires* vous appelle ainsi à provoquer des AG dans vos services, à interpeller vos collègues, à débattre avec les citoyens, pour prolonger ce combat d'avenir qu'est la défense du service public, des emplois publics, des statuts publics.

Chers Camarades, n'acceptons pas, luttons.